

Lévesque, Claudette

De: Normand Beaudet <normbeaudet@hotmail.com>
Envoyé: 25 février 2022 09:55
À: Secretariat-Régie; Greffe
Cc: Shimbi
Objet: Partenariat HQD-Énergir (R-4169-2021)

Montréal, le 16 février 2022
M. Jocelin Dumas
Président Régie de l'énergie du Québec
Tour de la Bourse
800, rue du Square-Victoria, Bureau 2.55
Montréal (Québec) H4Z 1A2

Par courriel : secretariat@regie-energie.qc.ca

Objet : Partenariat HQD-Énergir - Demande relative aux mesures de soutien à la décarbonation du chauffage des bâtiments (R-4169-2021)

Monsieur le Président,

Comme simple citoyen, nous avons l'impression que les gazières sont présentement sur tous les fronts au Québec. Après GNL Québec où on tentait de faire financer l'exportation de gaz de schiste liquéfié avec notre hydroélectricité pour le mettre en marché comme "LE GAZ LE PLUS VERT"; l'hydrogène vert dont une partie devra être produit avec du gaz est à l'honneur.

Influence des gazières.

Sophie Brochu, ex-pdg de Energir a été nommée pdg de Hydro-Québec; depuis son arrivée les gazières semblent les coudées franches dans la définition de la politique énergétique du Québec. La saga de liquéfaction pour l'exportation de gaz vert n'était que le premier acte. La loi 34, passée sous bâillon face à une opposition générale des organisations citoyennes, loi qui réduit les pouvoirs et l'accès à l'information pour la Régie de l'énergie était parfaitement conforme au vœu traditionnel, si cher aux gazières. C'est-à-dire compétitionner avec un prix de l'électricité en une croissance continue, indexé à l'inflation, permettant au gaz de schiste importé de rester compétitif. Cette loi était un premier indicateur d'un virage de la politique énergétique en faveur des gazières.

Le partenariat

L'acte suivant est en cours. L'annonce d'un partenariat Energir et Hydro-Québec pour la décarbonation du chauffage des bâtiments. Cette décision commune du remplacement des vieux brûleurs au gaz par le bi-énergie. Soyons clair ici, on ne parle pas ici de décarbonation, mais de rééchelonnement dans le temps de la consommation gazière pour les bâtiments. Cette orientation en direction de la complémentarité du gaz et de l'hydroélectricité créera une apparence de réduction à court terme, mais contribuera au cumul dans le temps, sur la durée de vie des appareils de combustion au gaz, de GES dans l'atmosphère. Tout cela financé par la Société d'État et le gouvernement. Ce qui est visé ici par la société Energir n'est pas une décarbonation du Québec, mais l'utilisation d'Hydro-Québec pour maintenir le marché du gaz. Ainsi la société pourra prétendre contribuer aux objectifs climatiques de la province et ainsi:

- Réclamer des subventions normalement destinées aux initiatives environnementales de la province.
- Prétendre que le renouvellement des systèmes de chauffage, et que l'extension de son réseau se font en faveur d'une politique climatique.

- Bénéficiaire de crédits carbone via les réductions d'émission à court terme de carbone.
- Prétendre au verdissement de son gaz en intégrant de faibles portions de gaz naturel renouvelable dans son réseau ou par injection d'hydrogène dans son réseau. Des mesures ayant des impacts de décarbonation limités.

Verdir le gaz?

Comble de l'ironie de cette situation, nous sommes en pleine crise climatique. L'importation du controversé et polluant gaz de schiste nord-américain en période de pointe, et ses émissions fugitives de méthane, sera une POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE VERTE pour le Québec. Ce gaz serait selon ses promoteurs Madame Brochu et Energir, la solution pour assurer la fiabilité du réseau hydroélectrique. Les stratèges des gazières imbriquent le gaz et son infrastructure de distribution dans la politique énergétique du Québec. Un geste de survie pour cette industrie.

Le méthane émis par le cycle gazier est parmi les pires facteurs de production de GES. En période de profonds bouleversements climatiques, quoi de mieux pour les gazières, moteurs de la politique énergétique canadienne, que de se coller à Hydro-Québec pour verdir leur image. L' "hydrogène vert", le GNR toujours bien marginal dans les réseaux et l'exportation de GNL vert, font partie des dernières trouvailles des gazières pour maintenir leur filière de combustion! Elles doivent justifier leurs infrastructures de distribution, et surtout le fait que ces canalisations sont pratiquement toujours financées par l'État. Elles poussent donc l'État québécois contre son intérêt à investir massivement dans cette filière en intégrant une portion d'hydrogène dans le réseau de distribution de gaz. Ainsi on arrive à faire croire à l'avenir du gaz et des canalisations; et à un gaz compétitif. Cette orientation vers un verdissement du gaz gaspillera d'imposants volumes d'électricité grâce à l'usage de tarifications préférentielles (hydrogène, GNL liquéfié,), utilisera les ressources financières des québécois et d' Hydro-Québec et profitera d'une mise en marché "couleur verte" pour les sous-produits ajoutés au gaz de schiste. On voit qui bénéficiera de cette orientation politique

Retard du Québec dans le renouvelable.

Le problème avec cette omniprésence des gazières dans l'orientation de la politique énergétique du Québec; c'est le retard que cumule le Québec avec le développement des énergies propres, durables et renouvelables. Ces filières ont été privatisées, attribuées à des sociétés privées depuis des décennies dans le cadre de contrats d'affaire contre-nature, des ententes d'approvisionnement à long terme à tarification élevée. Tout a été fait pour accoler une image négative, et de non rentabilité aux énergies produites par les minicentrales, les parcs éoliens, et maintenant le solaire et la géothermie. Le coût de ces technologies, et l'intermittence du renouvelable seraient les handicaps chroniques de ces filières. C'est absurde!

Depuis des décennies maintenant on accepte l'importation d'un gaz dont les infrastructures sont lourdement financées qui ponctionne la balance commerciale de la province. Les filières alternatives sont perçues comme coûteuses et peu rentables parce qu'elles sont implantées au désavantage de leur développement et on leur impose de compétitionner avec une hydroélectricité abordable et un gaz dépendant du financement de l'État. L'intermittence est une vue de l'esprit lorsque ces énergies sont couplées à un mode de stockage, et au Québec, avec les barrages c'est parfaitement le cas. Ce handicap se transforme en simple problématique de gestion de l'eau avec l'hydroélectricité.

La technologie des micro réseaux? Pour le privé?

Que dire des premiers résultats sur les micro-réseaux autonomes, intelligents? Cette technologie sera au coeur du déploiement des énergies renouvelables? Comment comprendre que les chercheurs d'Hydro-Québec n'aient pas jugé bon d'intégrer la géothermie? Les premiers résultats de l'expérience presque exclusivement solaire parlent d'autonomie nulle du réseau Mégantic, en décembre et janvier? Ces résultats ne surprendront personne. En aurait-il été ainsi si les chercheurs avaient simplement intégré la géothermie, des minicentrales, et un parc éolien? La destination de ces recherches sur la mise en œuvre du renouvelable est-elle encore un fois l'externalisation vers le privé? Ou ultimement, Energir, qui est dans le renouvelable en Nouvelle-Angleterre?

La question que nous sommes en droit de nous poser ici est simple. La transition énergétique au Québec, ou l'électrification de notre économie, devra-t-elle se faire au rythme de la transition d'Energir vers les énergies alternatives? La Caisse de Dépôt, actionnaire important de la société pourrait peut-être venir nous répondre? Qui pilotera la transition énergétique au Québec? Transiterons-nous au rythme du maintien de la valeur des actifs gazier d'Energir?

A quand le sérieux virage vers le renouvelable?

Bref, la politique des coûteux contrats d'approvisionnement avec les amis, combinée au soutien continu pour les aspirations des gazières continuent à plomber le développement des énergies alternatives et une véritable décarbonisation accélérée du Québec. Hydro-Québec semble toujours considérer les filières renouvelables comme secondaires et relevant essentiellement du privé (Boralex, Inergex et autres ...). Les voies alternatives au gaz restent sclérosées dans une voie de garage dans un Québec qui a tous les atouts pour prendre la voie vers une décarbonisation quasi totale.

Malheureusement depuis le projet de loi 34 visant à "simplifier la tarification énergétique" on voit l'ironie politique ici; la Régie de l'Énergie qui faisait office de contrepouvoir, se fait imposer plus de limites à ses pouvoirs. Les orientations se décident de plus en plus entre un gouvernement affairiste, les gazières et la haute direction de Hydro-Québec qui est vendue aux vertus du gaz.

La question qui se pose avec de plus en plus d'acuité ici est la suivante...

Pour qui travaille la haute direction de Hydro-Québec?

Les Québécois, le gouvernement ou les gazières?

Malheureusement les faits récents confirment la réponse.

Bien à vous....

Normand Beudet

Citoyen impliqué dans les mouvements en faveur du climat

Membre du Centre de ressources sur la non-violence

Participant à l'équipe de tournage GMob

Participant aux activités du Front Commun pour une transition énergétique.

Leclercville, Québec

514-662-9880